

" Un journal c'est la conscience d'une nation." Albert Camus



www.jda.ci

Journal d'Abidjan

L'hebdo

N°215 du 6 au 12 Août 2020

RHDP

ALASSANF OUATTARA REBAT
LES CARTES

ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE

UN ATOUT POUR L'AFRIQUE

VACANCES

QUELLES ACTIVITÉS POUR
LES ÉLÈVES?



INDÉPENDANCE

60 ANS ET APRÈS ?

GRATUIT
NE PEUT ÊTRE VENDU

En 60 ans d'indépendance acquise de haute lutte, le pays semble encore à la recherche d'une maturité politique et économique. Et le bout du tunnel ne semble pas très proche.



Yeqar

Découvrez cette nouvelle marque de prêt à porter moderne et chic. Les pièces sont faites avec une attention particulière aux détails.



Made in Côte d'Ivoire

ÉDITO

Aucune avancée

Ça y est ! On prend les mêmes acteurs et on reprend les mêmes discours de division, on prépare les esprits à la chienlit et on prépare le KO. Mais nul n'est responsable de quoi que ce soit. La faute ? C'est l'autre. Le coupable ? C'est toujours l'autre. Mais les victimes, ce sera absolument tout le monde, surtout les plus faibles. C'est à croire que la course au fauteuil présidentiel doit être une période où tous les coups sont permis et où l'on doit « écraser » l'adversaire. Les crises se sont succédées, les commissions dialogue, vérité et réconciliation se sont multipliées, mais, à la lecture, aucune leçon n'a été retenue, alors que les victimes de toutes ces crises gardent encore en mémoire, et parfois sur leurs corps, les séquelles. Partenaires d'hier sont devenus adversaires aujourd'hui, de nouvelles alliances naissent, avec pour seul objectif, aujourd'hui comme hier : «dégager celui qui est au pouvoir et après on verra ». Les mêmes alliés d'aujourd'hui deviendront à nouveau les ennemis de demain et naîtront ensuite de nouvelles alliances, dans les mêmes conditions et les mêmes intérêts, parfois égoïstes, qui ne servent qu'à la gloire d'un leader. Les populations, éternelles victimes et éternelles manipulées, s'apprêtent à offrir leur poitrine à des hommes politiques qui, une fois la victoire acquise, utiliseront les morts comme fonds de commerce. Des procès s'ouvriront peut-être, des exécutants directs seront condamnés, mais ceux à qui le crime aura profité rouleront gros carrosses et la vie reprendra son cours normal. Les victimes de demain rumineront vengeance à la prochaine occasion qui s'offrira à elles. Au finish, nul n'aura avancé et nul ne pourra avancer tant que les méthodes politiques se résumeront à « ôte-toi de là que je m'y mette ». Hélas, mille fois hélas, aucune leçon n'a été tirée.

IVANN AFDAL

LE CHIFFRE

65 milliards

Le coût des élections présidentielles du 31 octobre 2020, selon le président de la CEI, Ibrahime Coulibaly-Kuibiart.

ILS ONT DIT...

- « Nous sommes dans une nouvelle forme de gouvernance totalement différente de la précédente. Cette nouvelle République n'a pas encore connu d'élection présidentielle. L'élection du 31 octobre 2020 sera donc la première du genre de la troisième République. » **Sidy Tiémoko** Touré, ministre ivoirien de la communication et des médias, le mardi 4 août.
- « Nous allons continuer de nous concentrer sur le continent africain avec les partenariats. Et nous allons continuer d'exercer la pression sur les groupes terroristes en Afrique. » **Dagvin Anderson**, Commandant du commandement des opérations spéciales en Afrique, le mardi 4 août.
- « Je condamne le caractère unilatéral de la plupart des médias. Ils ne rendent pas compte des manifestations ; ils y participent. Ils les attisent. Ce sont des médias mobilisateurs. » **Benny Gantz**, ministre israélien de la défense, le lundi 3 août.

UN JOUR UNE DATE

7 AOÛT 1998 : Les attentats contre deux ambassades américaines, à Nairobi au Kenya, et à Dar es-Salaam en Tanzanie, font 224 morts et 4500 blessés.



Dely Mamadou a été nommé le mercredi 5 Août, nouveau directeur général du CROU A, en remplacement de Blé Guirao.



La Cour suprême a ordonné mardi 4 août l'arrestation de l'ancien président **Alvaro Uribe Vélez**, soupçonné de subornation de témoins et fraude.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Des explosions d'une rare violence sont survenues mardi 4 août à Beyrouth (Liban), faisant au moins une centaine de morts, des milliers de blessés et d'importants dégâts.

CÔTE D'IVOIRE : 60 ANS, ET APRÈS ?

Vu son potentiel humain et ses ressources naturelles, présager de meilleures perspectives économiques pour la Côte d'Ivoire ne serait que justice. Hélas, en 60 ans d'indépendance acquise de haute lutte, le pays semble encore à la recherche d'une maturité politique et économique. Le chemin qui y conduit est toujours jonché d'incompréhensions et d'incertitudes. Cette année, contrairement au cinquantième anniversaire, en 2010, et à la parade militaire, les festivités s'annoncent sobres. La cérémonie officielle est prévue pour durer une quinzaine de minutes au palais présidentiel. Alors que les Ivoiriens s'acheminent allègrement vers la présidentielle de 2020, la fête de l'indépendance, prévue pour ce 7 août, amène à se poser certaines questions. 60 ans, et après ? Que retenir de toutes ces années ? Avons-nous « réellement » fait des progrès ?

RAPHAËL TANO

Il y a maintenant 60 ans naissait la République de la Côte d'Ivoire. Un pays qui ne comptait que 3,2 millions d'habitants. À l'époque, c'est la 18ème nation africaine reconnue par la communauté internationale à la date du 20 septembre 1960. Parmi les 18 pays du vieux continent qui l'ont précédée sur ce terrain, aujourd'hui seuls l'Afrique du Sud, le Maroc, l'Égypte, la Tunisie et le Ghana peuvent se targuer de damer le pion à la terre de Félix Houphouët-Boigny, question taux de croissance. Fixé en 2018 à la 15ème place par le World Economic Forum (WEF) des économies du continent les plus performantes, le pays maintient son 87ème rang mondial en PIB par pouvoir d'achat (PPA), pour un taux de croissance remarquable de 7,8%. Au cours des six dernières années, la Côte d'Ivoire est passée de 27 à 35 points concernant l'Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International. Locomotive de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), c'est une nation avec un potentiel économique à faire frémir d'envie, qui vient d'amorcer la fin du franc CFA pour les huit pays de la communauté, au profit de l'Eco. Décision historique !

Embellie Pour Séraphin Prao, enseignant-chercheur à l'Université Alassane Ouattara de Bouaké, par ailleurs spécialiste des questions monétaires et financières, il s'agit ici de parler souveraineté. « Certains pays craignent de perdre leur souveraineté monétaire et financière en se faisant absorber par des pays plus puissants, qui sont parfois des voisins et rivaux », analyse-t-il. À cela, des experts ajoutent la vulnérabilité des économies de la région aux chocs extérieurs, qui rend difficile le respect des critères de convergence sur une base durable par les États membres. Le déficit élevé du compte courant a des conséquences sur les réserves extérieures et la stabilité du taux de change. Enfin, le déficit budgétaire élevé, en aggravation dans

« À 60 ans, le passé politique de la Côte d'Ivoire est aux antipodes de ses performances économiques. »

certain États membres, a un impact négatif sur le taux de change et la dette extérieure. C'est clair, pour M. Prao, la Côte d'Ivoire, comme bien des pays africains, aspire à une certaine indépendance financière. À 60 ans, elle fait déjà office de bon élève pour ce qui est du porte-monnaie. Elle désire maintenant faire preuve de maturité économique. Atteindre l'Eco, ce sera franchir



À l'orée de son 60ème anniversaire, la Côte d'Ivoire a encore du chemin à faire pour atteindre la maturité politique.

un pas décisif dans ce sens.

Résultats de cette embellie ? C'est certain, lorsqu'il faut parler des conditions de vie et de travail des Ivoiriens, qui se sont nettement améliorées. Si les grèves n'ont pas épargné le secteur public, ces dernières années, le traitement salarial des fonctionnaires a connu, en revanche, un boom. Pour y arriver, l'État a mobilisé 1 100 milliards de francs CFA. Les médecins, ainsi

que les enseignants, ivoiriens sont bien traités par rapport à de grands pays africains comme le Maroc. Apollinaire Tapé Djédjé, Président de la Confédération des syndicats des fonctionnaires de Côte d'Ivoire (COSYFOCI) félicite dans ce sens les efforts fournis par l'État au cours de ces 8 dernières années. « C'est un énorme point de satisfaction par rapport aux décennies de

crise que nous avons traversées », note-t-il. Quant à Bli Blé David, Secrétaire général de la Centrale des syndicats CISL - Dignité, il souligne la lutte pour l'obtention du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG). « Ce sont des points satisfaisants aujourd'hui pour le secteur privé », peut-il se targuer. Mais le privé est encore sinistré.

Régression En 60 ans, il peut s'en passer, des choses, selon

Claude Kadio Aka, Président de l'Organisation des parents d'élèves et d'étudiants de Côte d'Ivoire (OPEECI). « Mais s'il y a un secteur où nous avons régressé, c'est bien celui de l'Éducation. La population a augmenté plus vite que les établissements. Il est vrai que l'État a construit des écoles et continue de le faire, mais le gap à combler est énorme. Nous avons près de 6 mil-

Repères

Date d'indépendance : **7 Août 1960.**

Nombre de présidents connus : **4.**

Retour au multipartisme : **1990.**

Nombre de coup d'État : **1.**

lions d'élèves. Malgré les 12 000 classes construites ces dernières années, le compte n'y est pas », signale-t-il. Et le président de l'OPEECI de poursuivre : « il y a aussi les mentalités qui ont changé. La fraude a gangrené nos écoles et l'apprentissage a baissé à cause du faible niveau des enseignants ». La santé a plus ou moins connu le même sort. Mais s'en tire à bon compte avec les efforts faits ces huit dernières années. Même si le vide à combler reste abyssal, à cause du retard provoqué par les crises successives,

selon le ministre de la Santé et de l'hygiène publique, il existe tout de même plus de 2 500 établissements sanitaires, répartis sur l'ensemble des territoires ivoiriens. Et les vitrines, telles que l'Hôpital Mère - enfant de Bingerville, ainsi que l'avènement de la Couverture maladie universelle (CMU) masquent un tant soit peu les maux du secteur. « Il faut juste poursuivre dans ce sens et faire en sorte qu'il y ait une continuité dans les efforts faits jusque-là », indique Dr Guillaume Akpess, Secrétaire général du Syndicat national des cadres supérieurs de la Santé de Côte d'Ivoire (Synacass-CI). Avant de poursuivre : « il s'agit de faire preuve de maturité à 60 ans et pas de tout recommencer à chaque fois ».

Purges Toutefois, c'est à cet âge, où l'on croit le plus tout savoir, qu'arrivent les véritables épreuves, souvent drapées de fourberie et de faux-semblants. Pour la Côte d'Ivoire et pour les Ivoiriens,

ces épreuves sont peut-être déjà là, avec la présidentielle de fin octobre qui pointe le nez, précédée de questionnements. Comment se fait-il qu'en 60 ans il n'y ait jamais eu de passation de flambeau pacifique dans l'exercice du pouvoir suprême ? Pourquoi faut-il qu'à chaque élection la terre d'Éburnie retienne son souffle ? Purges, exilés, réfugiés, etc. À 60 ans, le parcours politique de la Côte d'Ivoire est aux antipodes de ses performances économiques. Perturbé par un coup d'État en 1999, suivi d'une crise politico-militaire qui a atteint son dénouement en 2010, c'est un pays déjà traumatisé qui se prépare à traverser une zone de turbulences dans quelques mois. Malheureusement, les esprits des acteurs politiques montrent qu'aucune leçon n'a été tirée du passé. C'est assurément l'ultime épreuve, pour David Bli Blé, Secrétaire général de la Centrale des syndicats CISL - Dignité. Doublée d'une crise sanitaire inédite, qui secoue le monde entier, c'est une situation qui en appelle à la responsabilité de tout un chacun. Fonctionnaires, politiques, employés du secteur privé, organisations de défense des droits de l'Homme voient ce 60ème anniversaire comme celui qui doit interpellé tous les Ivoiriens sur la stabilité du pays. « La crise post-électorale de 2010 est là pour nous rappeler nos erreurs. 60 ans, c'est l'âge de la sagesse. Prouvons-le ! C'est le moment de construire l'unité et la paix », rappelle Bli Blé David. Aux dires d'Assiéni Koffi, Secrétaire général adjoint de l'Union générale des travailleurs de Côte d'Ivoire (UGTCI), cette fête de l'indépendance doit être l'occasion d'apprécier nos acquis, le chemin parcouru, mais surtout les erreurs à éviter sur le plan politique. Moment charnière. À 60 ans, la Côte d'Ivoire est-elle suffisamment forte pour vaincre ses vieux démons ? ■

3 QUESTIONS À



ASSIÉNI KOFFI

Secrétaire général adjoint de l'Union générale des travailleurs de Côte d'Ivoire (UGTCI)

1 Aujourd'hui, peut-on dire que la Côte d'Ivoire fêtera ses 60 ans avec des fils heureux ?

Oui. Il faut reconnaître que l'État de Côte d'Ivoire a suffisamment fait pour les travailleurs de ce pays. Sur ce plan, c'est une grande avancée que nous avons connue ces dernières années. C'est pour cela que nous insistons sur la paix et l'unité. Pour que les travailleurs continuent à s'épanouir, il faudra que le pays soit en paix.

2 Avez-vous des points en suspens, qui auraient dû être réglés en 60 ans d'existence de la Côte d'Ivoire ?

Présentement, nous avons un certain nombre de points autour desquels nous discutons avec les autorités. Parmi ces points, il y a forcément le Salaire minimum agricole garanti (SMAG). Il y a la cherté de la vie aussi, qui est un point essentiel pour les Ivoiriens. Mais nous disons que le point le plus essentiel, en ce moment, concerne l'environnement politique. Il faut que nous pensions à notre pays.

3 Quels sont les problèmes immédiats ?

Pour l'instant, c'est la situation liée à la pandémie du coronavirus qui retient l'attention de tout le monde. Malheureusement, plusieurs travailleurs du secteur privé ont perdu leurs emplois. Et nous militons pour obtenir de l'accompagnement de la part de l'État. ■

AFRIQUE DE L'OUEST : MATURITÉ POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE?

L'Afrique est très souvent la cible de nombreux observateurs lorsqu'approchent les élections présidentielles. Près de 60 ans après l'indépendance, dans la plupart des pays on n'a pas encore trouvé le bon rythme pour rassurer les investisseurs et la population. Toutefois, quelques pays commencent à sortir la tête de l'eau.

RAPHAËL TANO



Depuis l'indépendance, de nombreux pays africains connaissent des troubles à l'approche des élections présidentielles.

Le Ghana, le Nigeria, le Sénégal sont les modèles de comparaison les plus objectifs quand il est question de stabilité, notamment autour des processus électoraux en Afrique de l'Ouest. Les résultats des programmes de développement économique et social entrepris depuis l'indépendance sont loin de refléter les espoirs suscités. Les États africains ont manifestement hérité d'un appareil administratif inadéquat pour affronter un nombre considérable et fort complexe de tâches. Dans leurs interventions, diffé-

rents pays ont essayé de combiner un système économique capitaliste et libéral avec un certain absolutisme politique. Agissant de leur propre autorité, sans tenir compte des profondes réalités socioculturelles locales, des pays africains tout-puissants ont favorisé l'instauration de la dépendance étrangère, une stratification sociale et un pouvoir rigides et conservateurs. La seule limitation à ces interventions est le fait des entreprises étrangères et de leurs filiales locales, hostiles à ces interventions quand celles-ci ne vont pas

dans le sens de leurs intérêts. Par rapport aux réalités africaines symbolisées par les populations, les institutions proposées depuis l'indépendance sont abstraites et formelles. Elles sont, de ce fait, parfois inopérantes et manquent de cadre de réalisation.

Un boulet au pied L'impact de la colonisation est encore très vivace et domine toujours les structures économiques, sociales, politiques et culturelles de la région et les politiques de développement industriel, calquées sur le modèle occidental, ■

se heurtent à l'extrême fragmentation politique, géographique et ethnique du continent, estiment certains experts.

Dans le domaine de l'industrialisation, l'Afrique de l'Ouest n'a pas beaucoup évolué depuis l'indépendance. Les activités sont encore limitées à l'extraction des matières premières minérales, accompagnée parfois d'une production semi-manufacturière de substitution aux importations. L'ensemble des activités industrielles est dominé par les experts et les capitaux étrangers. L'Afrique se contente encore de fournir une main-d'œuvre généralement peu efficace, parce que sans qualification et mal rémunérée. Les gouvernements africains peuvent chercher à accroître davantage l'impact de l'étranger sur leur développement. C'est une politique qui pourrait peut-être dans certains cas, comme en Côte-d'Ivoire, au Kenya, au Gabon et ailleurs, favoriser une certaine croissance, une certaine industrie d'exportation et l'aide au développement. Cette politique signifie encore que, naturellement, les ressources africaines seront plus intensément exploitées dans le cadre de l'économie mondiale, à laquelle elles seront entièrement intégrées. Par ailleurs, la croissance obtenue peut fort bien ne profiter, en définitive, qu'à une minorité d'individus dans les sociétés africaines. ■

LE DÉBAT

En 60 ans, la Côte d'Ivoire a-t-elle gagné en maturité ?



APALO ROLAND
ÉTUDIANT

La Côte d'Ivoire a gagné en maturité en 60 ans. Cela se voit par la vitesse à laquelle le pays a entamé ces dernières années, les gros chantiers. Infrastructures routières, amélioration des conditions de vie et de travail. On ne peut pas dire, au vu de certains faits, que la maturité est acquise à 100%, mais beaucoup a été fait dans ce sens. Je crois que même l'électorat a gagné également en maturité car, les gens ne se font pas manipuler comme avant. Le contexte politico-économique et même social a beaucoup changé. D'énormes efforts restent à faire à plusieurs niveaux mais l'on peut apprécier ce qui a été fait durant ses 60 ans.



ABA EBAN
FONCTIONNAIRE



La Côte d'Ivoire n'a hélas pas encore gagné en maturité, en 60 ans. Là où la maturité s'observe dans les pays, c'est dans la politique. Si un pays est mûr politiquement, toutes ses structures vont en bénéficier. Il y règnera un bon climat et les investisseurs viendront. Malheureusement, c'est sur ce plan que nous avons du travail à faire. Malgré ce que nous avons traversé, on voit bien que les erreurs que nous avons commises dans le passé sont en train d'être commises encore, par certains. En 60 ans, notre économie reste encore dépendante de plusieurs facteurs extérieurs et la transformation de nos matières premières reste encore un projet.

RACONTEZ-NOUS VOS HISTOIRES TELLES QUE VOUS LES VOYEZ

Si vous souhaitez voir votre travail Photographique publié dans le Magazine Point Focal, voici comment nous envoyer vos images:

Faites une sélection d'images (Jusqu'à 10 images au total) avec toutes les informations sur les réglages, l'appareil photo et l'objectif utilisés, un récit et votre photo personnelle à contact@pointfocal-mag.com



RHDP : ALASSANE OUATTARA REBAT LES CARTES

Mobilisés le 29 juillet dernier au Sofitel Hôtel Ivoire, les militants du RHDP sont retournés quelque peu déçus de n'avoir pas obtenu un « oui » d'Alassane Ouattara pour briguer un autre mandat.

IVANN AFDAL



Alassane Ouattara prend son temps et cristallise les attentions.

Après avoir mobilisé les militants, tant à Abidjan qu'à l'intérieur du pays, durant plus d'une semaine afin de demander au Président Alassane Ouattara de briguer un autre mandat présidentiel, les cadres du Rassemblement

la cohésion au sein du parti et c'est un argument de taille, qui peut faire pencher la décision d'Alassane Ouattara », commente un cadre du parti, selon lequel le décès d'Amadou Gon Coulibaly aura révélé un grand vide parmi les héritiers puta-

« Le plus difficile reste la cohésion au sein du parti et c'est un argument de taille »

des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) pensaient avoir fait le plus grand pas. Mais ils devront patienter encore avant de voir la fumée blanche venir du palais présidentiel.

Cohésion « Le plus difficile est

tifs. Un avis qui n'est pas forcément partagé au RHDP, où certains cadres pensent que la relève peut être assurée. Mais, en fin calculateur, le Président Alassane Ouattara a ramené ses partisans presque dos à dos. Depuis, les militants sont

partagés entre doute et espoir et attendent impatiemment deux messages-clés. D'abord celui du 6 août, à la veille de la célébration de l'indépendance de la Côte d'Ivoire ou encore à la fin de la période de deuil de « son fils Amadou Gon », prévue le 16 août prochain.

Deux appuis En attendant, le Président de la République, qui a procédé à la nomination d'Hamed Bakayoko en qualité de Premier ministre, a pris soin de gonfler le portefeuille de Patrick Achi, qui devient désormais le seul ministre d'État. Poste qu'il combine avec celui de Secrétaire général de la présidence. Les deux hommes font ainsi une percée autour du Président de la République, qui pourrait, en cas de désistement, pencher pour l'une de ces deux personnalités, qui, en l'absence de Daniel Kablan Duncan et d'Amadou Gon Coulibaly, constituent des personnes-clés de son administration. Un tandem devrait naître entre les deux nouveaux promus, qui se côtoient dans différents gouvernements depuis près de vingt ans. Si l'un (Patrick Achi) est plus pointilleux sur les questions techniques, l'autre (Hamed Bakayoko) s'est fait un coffre dans les questions de défense. Deux expériences différentes, qui se positionnent de plus en plus dans la lutte pour la succession d'un Alassane Ouattara qui pourrait dribler ses partisans et renoncer à un troisième mandat. ■

EN BREF

PRÉSIDENTIELLE : BERTIN KOUADIO KONAN DANS LA COURSE ?

Ses services travaillent à regrouper les parrainages nécessaires pour sa candidature. Et, Bertin Kouadio Konan dit KKB a, à l'instar des autres candidats déclarés, récupéré le fichier portant la liste électorale auprès de la Commission électorale indépendante (CEI). De sources proches de ce dernier, il travaille pour être candidat à l'élection présidentielle prochaine est espère améliorer son score de 2015 où il avait obtenu un plus de 3% des suffrages exprimés.

PARRAINAGE DE CANDIDAT : DES JEUNES PLAIDENT POUR LE PARRAINAGE DES CANDIDATS

Le Groupe de Plaidoyer jeunes « Pour Chaque Jeune, Une Voix » qui revendique 118 organisations de jeunes appellent les jeunes de Côte d'Ivoire à parrainer les candidats de leur choix à la présidentielle ivoirienne, prévue le 31 octobre 2020. Ce qui devrait permettre à tous les candidats d'avoir le nombre de parrainages requis par région. Ce groupe souhaite également, la mise en place d'un système innovant de basculement systématique des citoyens arrivés en âge de voter sur la liste électorale. ■

CEI Un lourd contentieux

Après l'affichage de la liste électorale, la phase du contentieux et des réclamations se tient du 5 au 7 août 2020. L'observation et la délibération étant prévues du 8 au 10 août, la production de la liste électorale définitive 2020 se fera le 23 septembre. De sources proches de la Commission électorale indépendante (CEI), ce sont un

peu plus de 300 000 personnes qui y ont été exclues pour raison de décès. 23 000 autres personnes, ayant perdu leurs droits civiques après procès et condamnation devant les tribunaux, ont également vu leurs noms rayés de la liste électorale. Parmi ces derniers figurent l'ancien Président Laurent Gbagbo, l'ex Président de l'Assemblée nationale Guil-

laume Soro et l'ancien leader étudiant Charles Blé Goudé. Le ministère de la Justice avait saisi la commission électorale afin que les trois hommes soient exclus de la liste au vu de leurs antécédents judiciaires. Chose qui complique davantage la candidature annoncée des deux premiers cités, en ce sens que pour être candidat il faut d'abord être

dans le fichier électoral. Plus de 61 000 nouvelles inscriptions ont été recalées pour double inscription, faux documents ou encore utilisation frauduleuse de documents administratifs appartenant à un tiers déjà inscrit sur la liste électorale. Voici autant de dossiers chauds que la commission centrale de l'organe électoral aura à traiter en 72 heures. ■

Y.A



HAMED BAKAYOKO

Nouveau commandant de bord

YVANN AFDAL

Il se préparait dans l'ombre à occuper la fonction de premier ministre mais ignorait certainement que le destin allait le propulser un peu plus tôt à ce poste. Unique ministre d'Etat depuis 2017, il est désormais premier ministre et chef du gouvernement.

Après avoir pris fonction officiellement le 4 août, le désormais premier ministre, ministre de la défense, Hamed Bakayoko a conduit son premier conseil des ministres le mercredi 5 août sous la présidence du Président Alassane Ouattara. Le successeur d'Amadou Gon Coulibaly a désormais trois mois avant l'élection présidentielle pour conduire les grands dossiers en cours afin d'espérer conserver ce poste ou monter en grade en cas de victoire du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP). En attendant, il devra faire face à de nombreux dossiers dont le plus brûlant reste l'organisation de l'élection présidentielle du 31 octobre.

Montée fulgurante Hamed Bakayoko (55 ans) fait partie des visages politiques les plus médiatisés en Côte d'Ivoire ces vingt dernières années. Celui qui a dirigé dès ses années collégiennes, le journal du collège moderne d'Adjamé et assumé des responsabilités à la tête de plusieurs associations estudiantines, dont l'Amicale des élèves et étudiants ivoiriens au Burkina Faso en 1986 et la Jeunesse estudiantine et scolaire du PDCI en 1990, a, à 25 ans, dirigé le quotidien Le Patriote avant de prendre, trois ans plus tard, en 1993, prend les commandes de la radio Nostalgie en Côte d'Ivoire. Ministre des Nouvelles technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) de 2003 à 2011, il est celui qui pilote derrière le rideau et en main de maître les actions de la jeunesse du Rassemblement des républicains (RDR). Le RHDP une fois au pouvoir, il monte en grade et dans l'estime du Président de la République qui lui confie le poste de ministre d'État, ministre de la Défense et reste ministre d'État. À ce poste, il doit gérer une armée instable qui s'est déjà mutinée à plusieurs reprises en 2017. Déjà député, il est élu maire de la commune d'Abobo en octobre 2018. Figure incontournable du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), « Hambak », comme le surnomment les Ivoiriens, est présenté comme un lieutenant fidèle, qui n'a jamais manqué de loyauté envers Ouattara. Avec ce pas de plus au sommet de la République, il se positionne presque comme l'unique héritier d'Alassane Ouattara qui lui garde sa confiance dans depuis plus de vingt ans de franche collaboration. Populaire, mais aussi controversé par moment, Hambak est désormais face à un challenge dans un costume qu'il a longtemps rêvé de porter. ■

www.jda.ci
Journal d'Abidjan
L'hebdo

Tous les jeudis

RECONFIGURATION POLITIQUE ?

Les limites Business
Pour mon entreprise, je ne vois aucune limite

UNIVERSITÉ FELIX HOUPHOUËTISTE

LES RAISONS DE LA COLÈRE

RECONFIGURATION POLITIQUE ?

HEBDO GRATUIT EN LIBRE-SERVICE

DISPONIBLE À ABIDJAN :

DANS LES MEILLEURS RESTAURANTS

- LA CROISSETTE
- CHEZ GEORGES
- LE GRAND LARGE
- 37°2
- ABOUSSOUAN
- CASE D'EBENE
- HIPPOTAMUS
- ETC.

COLPORTAGE À L'ENTRÉE DES GRANDS CENTRES COMMERCIAUX

- CAP SUD
- PLAYCE
- CAP NORD
- PRIMA
- SOCOCE
- LEADER PRICE RIVIERA GOLF
- HAYAT 2-PLATEAUX

DANS LES PLUS GRANDES CLINIQUES

- PISAM
- GROUPE MEDICAL DU PLATEAU
- POLYCLINIQUE DE L'INDENIE
- POLYCLINIQUE DES 2 PLATEAUX
- ETC.

DANS LES GRANDS HÔTELS

- SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- RADISSON BLU
- GOLF HOTEL
- IVOTEL
- ETC.

TEL : 22 01 99 99

ZLECA : DES ATOUTS POUR L'AFRIQUE, SELON LA BANQUE MONDIALE

Stimulation de la croissance, hausse des revenus et des salaires, réduction de la pauvreté, approfondissement de l'inclusion, développement des chaînes de valeur, etc. Les bienfaits de la mise en œuvre de la ZLECA, dont le démarrage effectif a été reporté à janvier 2021 suite à la pandémie de Covid-19, sont palpables pour la Banque mondiale.

IVANN AFDAL



La Zone de libre-échange se présente comme une aubaine pour les économies africaines.

Dans un nouveau rapport, « The African Continental Free Trade Area : Economic and Distribution Effects », la Banque mondiale estime que la Zone de libre-échange continentale africaine (Zleca= pourra accroître le revenu régional de 7% d'ici 2035. Une hausse qui sera surtout générée par la levée des barrières non tarifaires, comme les quotas et les règles d'origine, de 153 milliards de dollars et surtout par des mesures de facilitation du commerce, comme la réduction des formalités administratives ou la simplification des procédures douanières. Les gains en termes de

revenu sont très différenciés suivant les pays et les secteurs. Ainsi, la Côte d'Ivoire se situe en tête du peloton, avec un gain de 13%. Suivent le Zimbabwe (12%), le Kenya, la Namibie, la RD Congo et la Tanzanie, tous avec des gains supérieurs à 10%. Au bas de l'échelle, Madagascar, le Malawi et le Mozambique, avec des gains limités à 2%. Pour les pays d'Afrique de l'Ouest, les gains seraient d'environ 7,5% pour le Burkina Faso, 5,7% pour le Ghana et 4,2% pour le Nigeria.

Stimulation du commerce

La Zleca va considérablement stimuler le commerce africain, en particulier le commerce intra-régional du secteur manufacturier, souligne la Banque mondiale. Toutefois, le commerce interafricain ne sera que de 21% en 2035, contre 15% sans la mise en œuvre de l'accord. Le volume des exportations totales augmenterait de près de 29% d'ici 2035, avec des exportations intracontinentales qui grimperaient de plus de 81%, tandis que celles vers les pays non africains ne progresseraient que de 19%. Les pays qui bénéficieraient le plus de ce boom des exportations intrarégionales seraient le Cameroun, l'Égypte, le Ghana, le Maroc et la Tunisie. La Zleca favoriserait l'industrie manufacturière avec une hausse de 62% des exportations, le commerce intra-africain augmentant de 110% et les exportations vers le reste du monde de 46%. En revanche, des gains plus faibles seraient observés dans l'agriculture, avec une hausse de 49% pour le commerce intra-africain et de 10% pour le commerce extra-africain. ■

Croissance du revenu régional : 7%, d'ici 2035

Progression du commerce interafricain : 21% en 2035

EN BREF

LUMOS ACCÉLÈRE LE DÉPLOIEMENT DE SES SYSTÈMES SOLAIRES DOMESTIQUES

Lumos, le fournisseur de systèmes solaires domestiques en Afrique et le leader du marché au Nigeria, va accélérer son déploiement en Côte d'Ivoire grâce. Le nouveau financement permettra à Lumos de produire des dizaines de milliers de systèmes solaires domestiques (SHS) pour développer sa clientèle existante et répondre à la demande en croissance rapide des foyers et des entreprises à travers le pays..

CACAO : DEUX SEMAINES DE SURSIS

Initialement prévue pour prendre fin le 31 juillet 2020, la période de dépôt de dossiers en vue de l'obtention d'agrément d'acheteur Café-Cacao pour la campagne 2020-2021 est prorogée jusqu'au 14 août prochain selon le Conseil Café-Cacao (CCC). L'ensemble des opérateurs économiques désireux d'exercer la profession d'acheteur de café et/ou de cacao au titre de la campagne 2020-2021 pourront continuer à déposer leur dossier jusqu'à cette date. ■

ANTHONY NIAMKE

Filtisac Versement de dividendes aux actionnaires

La société anonyme Filatures, tissages, sacs, Côte d'Ivoire (Filtisac) va verser ce jeudi 6 août 2020 à ses actionnaires, au titre de l'exercice 2019, un dividende net global de 1,732 milliard de francs CFA (2,644 millions de dollars), selon ses responsables basés à Abidjan. Rapporté aux 14 103 740 actions qui composent le capital de Filtisac, cela correspond à 125

francs CFA de dividende net par action, contre 110 francs CFA en 2018. Le dividende net qui sera versé aux actionnaires représente 20% de la valeur nominale de l'action, qui est de 625 francs CFA. La société Filtisac a réalisé au terme de l'exercice 2019 un bénéfice après impôts de 1,855 milliard de francs CFA, contre 1,682 milliard de francs CFA en 2018, soit

une hausse de 173 millions de francs CFA. Son chiffre d'affaires a enregistré une baisse de 3,462 milliards de francs CFA, à 40,436 milliards de francs CFA, contre 43,898 milliards de francs CFA en 2018. Les achats de matières premières et autres ont été réduits de 1,959 milliard de francs CFA, passant de 25,750 milliards de francs CFA en 2018 à 23,791 mil-

liards de francs CFA un an plus tard. La valeur ajoutée de la société a suivi la même tendance baissière, s'établissant à 8,978 milliards de francs CFA contre 9,304 milliards au terme de l'exercice 2018 (- 3,50%). Il en est de même de l'excédent brut d'exploitation, qui passe de 3,936 milliards de francs CFA en 2018 à 3,854 milliards de FCFA en 2019 (- 82 millions). ■

Jean-Paul Aka ou le Consommer local

Insuffler de nouveaux modes de consommation, qui favorisent les produits « Made in Côte d'Ivoire », pourrait apporter une bouffée d'oxygène au tissu économique national, en proie actuellement à une crise inédite, précipitée par la Covid-19. Cette semaine, nous nous intéressons à la start-up LOCAGRI de l'entrepreneur ivoirien Jean-Paul Aka, qui promeut le riz local avec la marque LocaRiz.

ANTHONY NIAMKE

LOCAGRI est une entreprise spécialisée dans l'agriculture durable, le changement climatique, l'agro-industrie et l'innovation. Fondé en 2017, cette jeune start-up est le fruit de la réflexion de Jean-Paul Aka, ingénieur agronome spécialisé en Foresterie, diplômé de l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB) de Yamoussoukro. C'est sa passion pour les arbres et son ambition de voir l'Afrique briller au plein potentiel de ses ressources qui l'animent. « Agent du ministère de l'Environnement et du développement durable, j'étais chargé du développement des stratégies de lutte contre la déforestation. La plupart des

idées qui naissent étaient pour moi un accompagnement aux producteurs dans l'amélioration de leurs pratiques agricoles. Finalement, nous nous sommes rendus compte que bien que ces solutions soient innovantes, les producteurs avec lesquels nous discutons ne comprenaient pas forcément ce que nous proposons. C'est pour cela que nous avons créé LOCAGRI, afin de réfléchir global et d'agir local », explique Jean-Paul Aka.

Du local Acteur de la promotion de produits locaux, Jean-Paul Aka intervient sur toute la chaîne de valeurs des différentes communautés agricoles. Notamment le cacao, l'hévéa,



Avec LocaRIZ, Jean Paul Aka veut être l'ambassadeur du local auprès des ivoiriens.

le palmier à huile, le vivrier et le riz. Pour ce qui est du riz, l'entreprise a mis sur le marché, avec marque LocaRiz, du riz local, qui met en avant le label «Made in Côte d'Ivoire ». « C'est un riz produit par de braves producteurs ivoiriens, conditionné par nous avant d'être mis sur le marché. Ce riz est de meilleur goût

et est parfumé naturellement. C'est un riz de meilleure qualité », explique-t-il. Disponible en deux catégories, le riz ordinaire, moins parfumé, et le riz de luxe, à des prix accessibles. La politique de la marque est de concurrencer les marques importées et d'amener les Ivoiriens à consommer local. ■

REGIE DE COMMUNICATION DIGITALE

le Digital évolue, Nous aussi...

Publicité en ligne
Création graphique
Articles sponsorisés

Publi reportage
Communiqué
Campagne Multicanal

News, Actualités
Appel d'offres
Vidéos

COVID-19 : QUELLES ACTIVITÉS DE VACANCES POUR LES ÉLÈVES ?

Malgré la levée de la mesure d'interdiction des regroupements, plusieurs activités de vacances ont été annulées cette année. Les élèves devront plus se consacrer aux études.

RAPHAËL TANOH



Des endroits comme le zoo d'Abidjan accueillent de nombreux enfants pendant les vacances.

À cause du coronavirus, les activités de vacances cette année risquent d'en prendre un coup. Hormis quelques structures et ONG qui ont maintenu malgré tout leurs colonies de vacances, dans la plupart des collectivités, consigne a été donnée d'annuler toute activité qui draine du monde. Selon Bakary Cissé, responsable du service de communication de la mairie de Yopougon, la mairie s'est dissociée cette année de tout ce qui est réjouissance. Malgré la levée des mesures d'interdiction des regroupements, selon lui, la collectivité n'est pas revenue sur sa décision. Que ce soient les tournois de maracana ou les

cross, le caractère dangereux de ces regroupements, au vu des mesures sanitaires dit-il, rendrait la mairie complice de la propagation de la Covid-19 dans la commune. Ce qui ne signifie pas pour autant que les

Malgré la levée des mesures d'interdiction, les collectivités locales refusent les activités drainant du monde.

élèves vont rester à la maison, sages comme des images. « Dans les quartiers, les gens continuent de jouer au football, on organise des anniversaires, des sorties détentes », relate Karamako Traoré, Secrétaire du Comité de élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (Ceeci).

Ce désengagement des mairies est pour lui une question de forme. Car, elles voient très bien ce qui se passe dans leurs quartiers. À Ferké, toutefois, la mairie a décidé de profiter de ces vacances pour soutenir les plus démunis. Si ce n'est pas une activité en soi, pour le responsable de la communication, Hamed Kasandra, cela vaut mieux que de se contenter d'interdire tout regroupement. Et de toute façon, poursuit-il, les vacances sont très courtes cette année.

Monde « Dès la première quinzaine de septembre, les élèves doivent se préparer à reprendre le chemin de l'école », rappelle notre interlocuteur. À Daloa, il n'y a que de rares activités comme Varietoscope et Wozo vacances, que la mairie prend en charge. Et Wozo vacances, selon nos sources à la Radio télévision ivoirienne (RTI) a été annulé cette année. D'après Barthé-

lémy Inabo Zouzoua, alias BIZ, producteur de l'émission Varietoscope, les responsables sont en concertation pour décider de la conduite à suivre. Au moment où nous mettions sous presse, selon BIZ, il était impossible de trancher la question. ■

EN BREF SANTÉ : UN CONCOURS POUR FAIRE BAISSER LA MORTALITÉ MATELNELLE, NÉONATALE ET INFANTILE

Le ministère de la Santé par le truchement du Programme national de la santé de la mère et de l'enfant (PNSME) initie un concours pour faire baisser la mortalité et la morbidité maternelle, néonatale et infantile qui était de 614 pour 100 000 naissances vivantes en 2012. Le lancement de cette saine compétition qui récompensera la meilleure équipe régionale dans la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infantile a eu lieu, mardi 4 août, au cours d'une cérémonie présidée par le directeur de cabinet du ministre de la Santé, Pr Joseph Aka. Cette initiative vise à améliorer la disponibilité, l'accessibilité et la qualité de l'offre de services de santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant et encourager les élus locaux ainsi que les partenaires à s'impliquer pour la réussite de cette compétition.

CMU : 111 754 ASSURÉS ONT BÉNÉFICIÉ DE PRESTATIONS

Au total, 111 754 assurés ont bénéficié des prestations de la Couverture maladie universelle (CMU) sur les 1 227 322 titulaires des cartes, depuis le lancement de la phase de généralisation le 1er octobre 2019 jusqu'au lundi 3 août 2020, a révélé, mardi 4 août, le médecin conseil à la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), Dr Karamoko Koné, qui faisait le bilan des prestations de la CMU. Selon lui, ces patients ont été reçus dans 353 centres sur les 725 prévus lors du démarrage et ont été servis en médicaments dans 703 pharmacies sur les 954 agréées CMU. Il a relevé aussi un nombre de 194 557 consultations pour 110 154 prescriptions. « L'état des prestations est bon. Certes des difficultés sont signalées mais nous sommes en train de les corriger », s'est-il réjoui. ■

COVID-19 : LA COURSE AUX VACCINS

Alors que la pandémie continue sa progression dans le monde, et que plusieurs pays craignent une deuxième vague, des laboratoires s'activent pour trouver un vaccin.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



La recherche d'un vaccin reste la seule solution pour la fin de la pandémie.

La Russie a annoncé cette semaine espérer entamer dès septembre et octobre prochains la production industrielle de deux vaccins contre le Covid-19, conçus par des chercheurs de centres étatiques. Kirill Dmitriev, Président d'un fonds souverain russe finançant la mise au point de l'un des deux, a comparé la course actuelle au vaccin anti-Covid à la conquête de l'espace. « Les Américains ont été étonnés quand ils ont entendu le signal du Spoutnik », le premier satellite artificiel lancé par l'URSS en 1957, a-t-il dit à la chaîne d'information américaine CNN. « Avec le vaccin, ce sera la même chose. Nous serons les premiers ». L'im-

munologue américain Dr Anthony Fauci a dit espérer que la Chine et la Russie testeront d'abord leurs vaccins avant de les administrer. « Affirmer disposer d'un vaccin prêt à être distribué avant même de le tester est, selon moi, problématique, pour ne pas dire plus », a ajouté le directeur de l'Institut américain des maladies infectieuses, qui estime que les États-Unis n'auront pas à dépendre de vaccins d'autres pays. Le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, s'est montré prudent. « Les essais cliniques nous donnent de l'espoir. Cela ne veut pas nécessairement dire que nous aurons un vaccin efficace, notamment sur

la durée », a-t-il déclaré le 3 août.

Vaccins à l'étude Actuellement, il y a 200 candidats vaccins à l'étude dans le monde et, parmi eux, 25 sont en phase clinique, c'est-à-dire en phase de test sur des volontaires humains, afin de détecter d'éventuels effets secondaires. Dans cette phase clinique, 4 sont en phase 3, la dernière étape avant la production à grande échelle, dont les Américains Pfizer et Moderna. Les États-Unis ont alloué 10 milliards de dollars pour la recherche d'un vaccin rapide. Une opération au nom de code évocateur : « Vitesse de l'éclair ». Le Japon a de son côté aussi signé avec l'alliance germano-américaine Biontech / Pfizer pour s'assurer 120 millions de doses d'un vaccin potentiel. Plusieurs projets de vaccin ont affiché des résultats encourageants, parmi lesquels un chinois, formulé conjointement par un institut de recherche militaire et le groupe pharmaceutique CanSino Biologics. L'armée chinoise en a autorisé fin juin l'utilisation dans ses rangs, alors même que les dernières phases de test n'avaient pas démarré. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

CHINE - USA : LES TENSIONS TOUCHENT LES JOURNALISTES

Les tensions entre les États-Unis et la Chine s'intensifient depuis quelque temps, en raison de la loi chinoise sur la sécurité à Hong Kong et de l'épidémie de coronavirus. Hu Xijin a déclaré sur Weibo que les autorités chinoises tiennent compte du fait que tous les journalistes chinois devront quitter les États-Unis, étant donné que ces derniers ne prolongeront plus leurs visas. « Si c'est le cas, la Chine ripostera, notamment en visant les journalistes américains à Hong Kong », a dit M. Hu, connu comme un informateur fiable des actions du gouvernement chinois, étant le rédacteur en chef du journal du Parti communiste. S'il y a des expulsions de journalistes américains, ce sera en guise de représailles. Après l'introduction de restrictions en matière de visas pour les journalistes chinois, Pékin a expulsé douze journalistes américains en février, dont trois reporters du Wall Street Journal. Hu a averti que les visas de plusieurs journalistes chinois expireront ce jeudi et n'ont pas encore été prolongés. La Chine va réagir « férocement ». ■

B.S.H.

Y.A

ÉCHOS DES RÉGIONS

AGBOVILLE : 26 MILLIARDS DE FCFA INVESTIS DANS LES PROJETS HYDRAULIQUES

L'Etat de Côte d'Ivoire a investi depuis quelques années avec l'apport de la Banque mondiale, environ 26 milliards de francs CFA en équipements de dernières générations pour permettre à la population du département d'Agboville de disposer d'eau potable. Dans l'attente de la livraison des différents chantiers engagés par le gouvernement pour atteindre l'objectif visé, une délégation du Conseil régional conduite par son président Pierre Dimba et des partenaires au projet, a constaté mardi 4 août sur le terrain, le niveau d'avancement des travaux concernant entre autres, la construction d'une station de traitement, du principal château d'eau d'Adaou et d'autres châteaux secondaires, de 332 km de canalisation etc. Au terme de cette visite, le directeur de cabinet du ministre en charge de l'Hydraulique, Lucien Tchimou, et le préfet de région de l'Agneby-Tiassa, Sihindou Coulibaly, se sont félicités du niveau d'avancement satisfaisant des travaux. Par contre, M. Tchimou Lucien a relevé le retard accusé par rapport au délai de livraison prévu pour fin septembre 2020. ■

Barrage du Nil Reprise des pourparlers

Le Soudan, l'Égypte et l'Éthiopie ont entamé depuis le lundi 3 août une nouvelle série de pourparlers sur le remplissage et l'exploitation du Grand barrage de la Renaissance d'Éthiopie (GERD), a annoncé le ministre soudanais de l'Irrigation et des ressources en eau. « Les trois parties ont convenu de poursuivre les négociations au niveau des experts, avant de reprendre les pourparlers au niveau ministériel le jeudi 6 août », a indiqué le ministre soudanais dans un communiqué. Yasir Abbas, ministre soudanais de l'Irrigation et des ressources en eau, a estimé qu'il était essentiel que les trois pays parviennent à un accord concernant ce barrage sur le

Nil. Les trois gouvernements avaient déjà eu des discussions la semaine dernière, mais elles se sont avérées infructueuses. De même, les déclarations de certains responsables éthiopiens ces dernières semaines n'ont pas du tout été du goût des autres pays concernés. Sur Twitter, le ministre éthiopien des Affaires étrangères, GeduAndargachew, a tweeté en amharique « l'Éthiopie tirera du Nil tout le développement qu'elle en souhaite ». « Le Nil est à nous », a-t-il ajouté. L'Exécutif éthiopien a aussi annoncé il y a une semaine avoir atteint le niveau de remplissage du barrage prévu pour la première année d'opération. ■

UEFA LIGUE DES CHAMPIONS : LES HOSTILITÉS REPRENENT

Après cinq mois d'interruption dus à la pandémie de coronavirus, la Ligue européenne des champions reprend ses droits dès ce vendredi 7 août sur l'ensemble des stades. Et les affiches des huitièmes de finale de cette compétition annoncent une reprise de feu.

ANTHONY NIAMKE



Avec la reprise des matchs, l'UEFA a réussi à sauver la Ligue des champions européenne.

La Champion's League européenne est de retour et redémarre ce vendredi 7 août, pour le bonheur des fans de ballon rond. Après plusieurs mois d'inactivité pour raison de crise sanitaire liée à la Covid-19, la compétition reprend. Avant sa mise entre parenthèses, en mars, quatre huitièmes de finale avaient eu le temps de se conclure, avec notamment l'élimination surprise de

Liverpool, champion d'Europe en titre, et la qualification du Paris Saint-Germain (PSG). Pour cette reprise, l'on aura droit à de belles confrontations, même si les rencontres se disputeront sans public.

Retour gagnant Pour ce come-back de la Ligue européenne des champions, les autres huitièmes de finale retour seront au

menu, avec notamment ce vendredi 7 août la Juventus face à Lyon et Manchester City qui affrontera le Real Madrid. Les Lyonnais, vainqueur des Turinois à l'aller, pourront-ils obtenir leur ticket pour les quarts de finale face à la Juventus de Cristiano Ronaldo, qui rêve de boucler sa saison en remportant ce prestigieux trophée ? Les Madrilènes, champions d'Espagne, partis du mauvais pied dans cette compétition, pourraient bien se remettre en selle avec Zinedine Zidane, qui rêve lui aussi de clore de la meilleure des façons la saison de son équipe. Le lendemain (samedi 8 août), le FC Barcelone essaiera de se qualifier contre Naples, tandis que le Bayern de Munich sera face à Chelsea. Dès le 12 août et jusqu'au 15 août prochain, la compétition va enchaîner les rencontres, qui opposeront l'Atalanta Bergame au PSG, le RB Leipzig à l'Atletico Madrid et le vainqueur de Naples - FC Barcelone au gagnant du match Chelsea - Bayern Munich. Enfin, le vainqueur du huitième de finale Real Madrid - Manchester City jouera contre celui de Lyon - Juventus. Selon l'UEFA, dès les quarts de finale, toutes les confrontations se feront en un seul match, jusqu'à la finale, dans un même lieu, à Lisbonne (Portugal). Ville choisie par l'UEFA pour boucler cette compétition, dont la finale est prévue pour le 23 août 2020, avant le démarrage de la nouvelle saison 2020 - 2021. ■

Ligue des champions africaine La finale en octobre prochain



Qui remportera cette édition 2020 de la Ligue africaine des champions ?

La Confédération africaine de football (CAF) a annoncé le 3 août, l'abandon de son intention de disputer les derniers matchs de la Ligue des champions africaine 2019 - 2020 dans un seul lieu et annoncé que la finale se tiendra le 16 ou le 17 octobre. Le Cameroun avait initialement été désigné pour accueillir les rencontres pour un Final 4, avant de se rétracter. La CAF confirme que les demi-finales se joueront sur un

format aller-retour classique. Elles opposeront le Raja Casablanca au Zamalek, tandis que le Wydad Casablanca affrontera le Al Ahly. Les matches aller se joueront au Maroc les 25 et 26 septembre et les retours en Égypte les 2 et 3 octobre. Si les deux finalistes sont de la même Nation, la finale se jouera dans ce pays. Sinon, la CAF demande aux associations membres de proposer un stade pour jouer la finale en terrain neutre. ■

A.N

CARTONS DE LA SEMAINE

Meilleur buteur de la Serie A italienne de football, l'avant-centre de la Lazio Rome, **Ciro Immobile** est le nouveau Soulier d'Or européen avec 36 réalisations. Il devance ainsi Robert Lewandowski (Allemagne), Lionel Messi (Espagne), Jamie Vardy (Angleterre) et Kylian Mbappé (France) qui ont régné dans les quatre autres grands Championnats.

La Fédération internationale de football a annoncé que M. **Gianini Infantino** continuerait « d'exercer pleinement ses fonctions » de président de la FIFA. Une enquête a été ouverte le week-end à son encontre pour abus d'autorité, violation du secret de fonction et entrave à l'action pénale.

BAMCA 2021 : LES ARTS MODERNES ET CONTEMPORAINS À L'HONNEUR

La Côte d'Ivoire va connaître la première édition de la Biennale des arts modernes et contemporains d'Abidjan (BAMCA), en décembre 2021. Selon son coordonnateur principal, l'objectif principal de cet évènement artistique est de faire la promotion du patrimoine culturel ivoirien.

ANTHONY NIAMKE



La BAMCA en 2021 va pouvoir donner plus de visibilité et faire la promotion des arts et des artistes africains.

À l'instar de certaines villes comme Paris (France), Venise (Italie), Shanghai (Chine) ou encore Dakar (Sénégal), la capitale va connaître sa première Biennale des arts modernes et contemporains d'Abidjan (BAMCA). Comme son nom l'indique, elle se déroulera tous les deux ans avec des expositions d'œuvres marquant l'identité culturelle ivoirienne et valorisant son patrimoine culturel. Pour l'initiateur principal de cet évènement artistique de grande envergure, Damas Miezian Beugré, la première édition aura lieu en décembre 2021, sur les bords de la lagune Ébrié. Si la date paraît lointaine, les organisateurs affirment vouloir bien

préparer cette première afin de permettre aux artistes de mieux se présenter.

Arts modernes et contemporains au rendez-vous Selon M. Beugré, la BAMCA vient s'ajouter à plusieurs actions culturelles qui sont régulièrement organisées en Côte d'Ivoire, dont la Biennale des arts naïfs d'Abidjan et le Marché des arts et du spectacle d'Abidjan (MASA). De façon spécifique, elle va contribuer à la visibilité de la ville d'Abidjan auprès des célèbres acteurs du monde artistique, à la promotion du tourisme ivoirien, de son identité culturelle, des arts contemporains ivoiriens, africains et internationaux, à

travers des expositions d'œuvres picturales et photographiques. Bien plus, les ressources issues de la vente d'œuvres d'art seront destinées au financement de la réalisation d'actions caritatives au profit des femmes et des enfants. « La particularité de la BAMCA réside dans le fait que les fonds générés par cette activité serviront à réaliser des actions caritatives liées à l'accès durable des populations à l'eau potable, en Côte d'Ivoire et dans certains pays de la sous-région », explique Damas Miezian Beugré. Pour ce qui est de la programmation, des expositions collectives d'artistes nationaux, internationaux et africains, des expositions hommages et bien d'autres activités sont prévues. Un village de la biennale sera érigé pour servir de lieu de rencontres mais aussi d'animations culturelles et musicales. Et le tout sera bouclé par un gala. Pour cette première édition de la Biennale des arts modernes et contemporains d'Abidjan, tout sera mis en œuvre pour valoriser et mettre en lumière les artistes ivoiriens. Mais, pour que cela soit une réussite, le coordonnateur principal compte sur les partenaires de l'action culturelle, notamment le ministère de la Culture et de la francophonie, ainsi que sur tous les amis de la culture. ■

INFO PEOPLE

BEYONCÉ : SON FILM « BLACK IS KING » JUGÉ RACISTE

Avec son film musical « Black is King », sorti vendredi 31 juillet 2020 sur Disney +, Beyoncé a voulu rendre hommage à l'Afrique. C'est une fresque africaine qui raconte le voyage initiatique d'un enfant noir. Elle s'est librement inspirée du Roi Lion pour construire ce voyage. Si de nombreux fans, comme la chanteuse Adele, ont encensé le projet, une polémique se fait déjà jour. Des internautes reprochent à la chanteuse d'avoir livré une vision erronée de l'Afrique. Le film, qui réunit des artistes tels que Jay-Z, Pharrell Williams, Lupita Nyong'o et Naomi Campbell, est taxé de raciste sur Twitter. Certains lui reprochent aussi une « wakandafication ». Le Wakanda était un royaume d'Afrique dans le film « Black Panther », sorti en février 2018.



INFO PEOPLE

IVANKA TRUMP À LA TÊTE D'UNE FORTUNE COLOSSALE

Avec son époux Jared Kushner, la fille de Donald Trump Ivanka est à la tête d'une entreprise particulièrement lucrative. Les chiffres de l'année 2019 le prouvent. Ivanka possède en effet une incroyable fortune qui a considérablement augmenté. En 2019, sa fortune avec son époux Jared Kushner a enregistré la bagatelle de 36,2 millions de dollars de bénéfices, révèle le Daily Beast. Parmi leurs principales sources de revenus, des hôtels et maisons qui appartiennent à la famille Kushner. Leur valeur a augmenté grâce à une loi sur les réductions d'impôts et l'emploi fortement appuyée par Ivanka Trump. Ils ont aussi pu toucher un million de dollars dans le cadre des prêts de l'État américain aux petites entreprises face à la Covid-19.



Journal d'Abidjan
L'hebdo

Directeur de publication :
Ousmane DIALLLO

Directeur Général :
Mahamadou CAMARA

Directrice Déléguée :
Aurélien DUPIN

Rédacteur en chef :
Ouakaltio OUATTARA

Sécrétaire Général :
Eric DIOMANDE

Ont collaboré à ce numéro :
Malick S. - Anthony N. - Raphael TANO

Infographiste : ALLEGRA ISTC

Service commercial :
Ismaël OUATTARA

JOURNAL D'ABIDJAN, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 5.000 ex. Dépôt légal : 12871 du 23 Mai 2016 JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan. Tél : + 225 22 01 99 99 www.jda.ci / contact@jda.ci

Nouvelle
Collection
YeQar

Choisis ta Couleur!

